

## SPEZIAL « ATTENTATS »



© ROBERTO MALDENGO / FLICKE

**Chers lecteurs, chères lectrices,**

Les événements récents de Paris nous laissent sous le choc. Une analyse plus fine des raisons mais aussi des conséquences de ces attentats demandera du temps. C'est pourquoi nous nous donnons à ce stade la possibilité de développer une première réaction - très personnelle.

**Liebe LeserInnen,**

Die jüngsten Ereignisse in Paris haben bestürzt. Eine genauere Analyse der Ursachen und der Auswirkungen dieser Attentate wird einige Zeit in Anspruch nehmen. Deshalb geben wir uns zu diesem Zeitpunkt die Möglichkeit einer ersten - aber auch sehr persönlichen - Reaktion.

**Liberté, Liberté chérie**

(da) - La France a été attaquée parce qu'elle est « un pays de liberté » et « la patrie des droits de l'homme ». C'est ce qu'a déclaré le président François Hollande dans son discours devant le Congrès, le 16 novembre. C'est aussi ce que médias et « grands penseurs » français martèlent depuis vendredi dernier. Les attaques n'ont pas de lien avec la participation de la France à des raids aériens en Syrie, ni avec le bombardement de la Libye en 2011, ni avec les opérations militaires en Irak ou au Mali. Quid aussi des raisons d'ordre social qui auraient pu pousser de jeunes Français à commettre de telles atrocités, des discriminations ou de ce terreau fertile pour le fanatisme que sont les banlieues et les prisons républicaines ? Philippe Val, ex-directeur de Charlie Hebdo, l'a bien dit lundi soir à la télé : il faut arrêter de « sociologiser » le problème. Ce qu'il faut, ce sont des explications et des solutions faciles. La France a été touchée parce que c'est le pays de la liberté, un point c'est tout. Parce que les barbares, ça déteste la liberté. Alors, pour vaincre le terrorisme, une seule solution : finissons-en avec cette foutue liberté ! Proclamons l'état d'urgence, mobilisons l'armée, assignons à résidence ou, mieux, internons tous ceux qui, de près ou de loin, pourraient avoir une relation quelconque avec le terrorisme ou qui ont tout simplement oublié de se raser le matin. Et tant que nous y sommes, pourquoi ne pas permettre des perquisitions en masse sans autorisation d'un juge, pourquoi ne pas saccager des mosquées en passant, pourquoi ne pas déchoir de la nationalité française tous ces purs produits de la République qui nous cassent les pieds ? C'est la guerre après tout, et la guerre, ça ne se gagne pas en faisant dans la dentelle ! Au moins, nous aurons la certitude que plus personne n'attaquera la France parce qu'elle est le pays de la liberté.

**« Une génération perdue »**

(lc) - Je me souviens. Quand en 2000, alors parfait provincial, je montai à Paris pour mes études, je découvris beaucoup de nouveaux univers. Et le plus déconcertant n'était pas celui des files interminables devant les secrétariats de ma fac, mais la banlieue. Je me souviens. D'une conversation avec un chauffeur de taxi d'origine maghrébine qui se plaignait déjà de la « génération perdue » qui grandissait aux marges de la société. C'était encore sous Jacques Chirac. Puis Sarkozy est passé par là avec son Kärcher et n'a pas nettoyé la banlieue, mais augmenté encore la ségrégation entre Paris intra-muros et l'autre côté du périphérique.

Certes, la radicalisation peut toucher aussi d'autres classes sociales - pourtant, ce n'est pas un argument pour faire disparaître du débat la détresse sociale et humaine qui s'abat sur celles et ceux né-e-s au mauvais endroit, avec un mauvais nom. Car c'est dans ces milieux-là que les salafistes trouvent leurs proies les plus faciles. Des jeunes sans perspectives qui tombent dans la petite délinquance et qui - dans le meilleur des cas - sont déjà passés par la case prison. C'est derrière les barreaux que la radicalisation se fait. Si l'on veut combattre le terrorisme islamiste, il faut aussi ouvrir un deuxième front sans armes mais avec beaucoup de patience et d'argent. Et cela dans tous les « quartiers chauds » d'Europe : Molenbeek, Saint-Denis - même combat. Il faut agir sur le monde carcéral, aménager plus de peines, engager des imams modérés et entraînés à la déradicalisation. Il faut enfin offrir des perspectives aux jeunes de banlieue, il faut enfin appliquer sans merci contre le patronat les lois existantes sur la discrimination. Il faut en finir avec ces « sociétés parallèles » que ni l'une, ni l'autre société n'ont choisies. L'islamisme radical n'est qu'une façon de canaliser cet état de faits - c'est une métastase et une idéologie somme toute interchangeable. Une des causes des attentats de Paris est aussi la question sociale, délaissée et pourrie par des décennies de je-m'en-foutisme à droite comme à gauche. Et c'est une question qui doit être abordée dans le débat, sinon celui-ci ne vaudra rien.

Je me souviens. Quand en 2005 je quittai Paris, la banlieue était en flammes. Je pensais alors que ça ne pouvait pas empirer. Je me suis trompé.



© SANDROSCROEDER / FLICKR

## SPEZIAL « ATTENTATS »

## Krieg und Frieden

(tf) - Jean Asselborn spricht vom Krieg. Er glaubt, dass ein gezieltes militärisches Vorgehen den Islamischen Staat zurückdrängen kann. Das sagte er am Dienstag dem Deutschlandfunk: „Es ist ein Kampf gegen die Barbaren, und Sie wissen, dass mit diplomatischen Mitteln man gegen die Barbaren (...) nichts erreicht.“ Doch Asselborn spricht auch vom Frieden: „Man braucht Russland, man braucht Amerika, man braucht Iran und man braucht Saudi-Arabien, um diesen Krieg zu stoppen.“ Hinsichtlich der Menschenrechte, so der Luxemburger Außenminister am selben Tag auf Radio 100,7, könne man dabei auf „das letzte i-Tüpfelchen“ nicht achten.

Was heißt das am Beispiel des Iran genau? Asselborn sucht Unterstützung bei einem Regime, das regelmäßig erklärt, für die Rückkehr zu einem reinen Islam sei die Säuberung der Milieus der Kritiker, der ausschweifenden und unmoralischen Jugend usw. unerlässlich. Ein Regime, das exakt die Parole ausgibt, der die Attentäter vom vergangenen Freitag gefolgt sind. Und wie der „Islamische Staat“, der noch einer im Werden ist, macht auch der islamische Staat Iran immer wieder deutlich, dass er Einmischungen in seine ‚inneren Angelegenheiten‘ mit Terror gegen die Zivilbevölkerung anderer Länder beantworten wird: Mindestens 450 Anschläge hat das Regime in Teheran seit 1979 in Auftrag gegeben, darunter den gegen ein jüdisches Gemeindezentrum 1994 in Buenos Aires, bei dem 85 Menschen getötet und 300 verletzt worden sind. Homosexuellen, Drogenhändlern und anderen, die dem Regime nicht ins Weltbild passen, wird nicht mit dem Messer der Kopf abgeschnitten, sie werden am Baukran aufgehängt - beinahe 700 Menschen allein bis Mitte Juli dieses Jahr. Derweil kämpft die iranisch-russische Militärallianz für den Machterhalt Assads, dessen Regime noch immer der Hauptgrund für das Flüchtlingsdrama in der Region ist und mittlerweile vermutlich 250.000 Tote zu verantworten hat. Wenn all dies Platz in Asselborns Vision vom Weg in den Frieden hat: Man möchte nicht wissen, wie er Krieg zu führen gedenkt.



© RAYMOND KLEIN

## En guerre, et cætera

(lm) - « La France est en guerre », c'est par ces mots que François Hollande a commencé son discours du 16 novembre devant le Parlement réuni en Congrès. Certes, il a aussi évoqué son deuil, celui qu'il partage avec tout être humain normalement constitué : la compassion pour les victimes, leurs familles et les nombreuses personnes blessées et traumatisées par les attentats. Mais, pour l'homme politique qu'il est, c'est sans doute plus le calcul que la colère qui l'a poussé à employer une rhétorique de guerre. Elle lui permet de proclamer et de prolonger l'état d'urgence afin de se débarrasser des contraintes de l'État de droit dans son combat contre le terrorisme.

Il est vrai que l'attaque de vendredi dernier ressemblait bien plus à une opération militaire que les fusillades de janvier. Mais ceux qui évoquent un état de guerre s'exposent aussi à des questions désagréables. D'abord celle de savoir qui, de la France ou de l'État islamique (IS), a attaqué l'autre en premier. Ensuite, si le président qualifie les terroristes de « lâches qui ont tiré sur une foule désarmée », comment peut-il féliciter les pilotes français qui, sans même risquer leur peau, ont bombardé Raqqa ? La différence est plutôt du côté de la cible : l'IS ne vise pas des camps d'entraînement ou des dirigeants occidentaux, mais la population civile. Or l'Occident, dont les opérations impliquent des dommages collatéraux - souvent des crimes de guerre -, a renoncé à la stratégie de la terreur depuis le Vietnam. Mais pas ses alliés de demain, le régime d'Assad et la Russie.

Enfin, jusqu'où ira-t-on dans la lutte contre l'« ennemi intérieur » ? Déjà lors de la chasse aux « apologistes du terrorisme », en début d'année, les droits fondamentaux avaient été bafoués. Désormais, à coups d'état d'urgence et de préservation de la sécurité, beaucoup de ce que prétend représenter la « patrie des droits de l'homme » va passer à la trappe : protection des données, libertés fondamentales, accueil des réfugiés... Il sera de plus en plus difficile d'expliquer à des amis russes, iraniens ou chinois les vertus des démocraties occidentales, alors qu'elles ressemblent de plus en plus à leurs dictatures. « Le terrorisme ne détruira pas la République car c'est la République qui le détruira », a conclu François Hollande. Si nous le laissons faire, c'est en tentant de faire gagner la République qu'il la perdra.



© RAYMOND KLEIN



© RAYMOND KLEIN



© ROBERTO MALDENI / FLICKER

**Pacte de solidarité**

(rg) - On peut s'inquiéter du virage sécuritaire qu'a pris le président français en s'adressant au Congrès réuni à Versailles. Entre frappes militaires et prolongation de l'état d'urgence, il a aussi évoqué le besoin, pour son pays, de mettre entre parenthèses les fameuses obligations du pacte de stabilité auquel ont souscrit les pays ayant adopté l'euro. En effet, la situation en France est certainement assez dramatique pour demander une pause dans une course à l'équilibre budgétaire qui répond de toute façon plus à des principes idéologiques qu'à une nécessité économique universellement acceptée. Même les économistes ne sont pas unanimes à ce sujet.

Évidemment, Hollande invoque cette exception française à un moment où il sera difficile à ses alliés de ne pas la lui accorder.

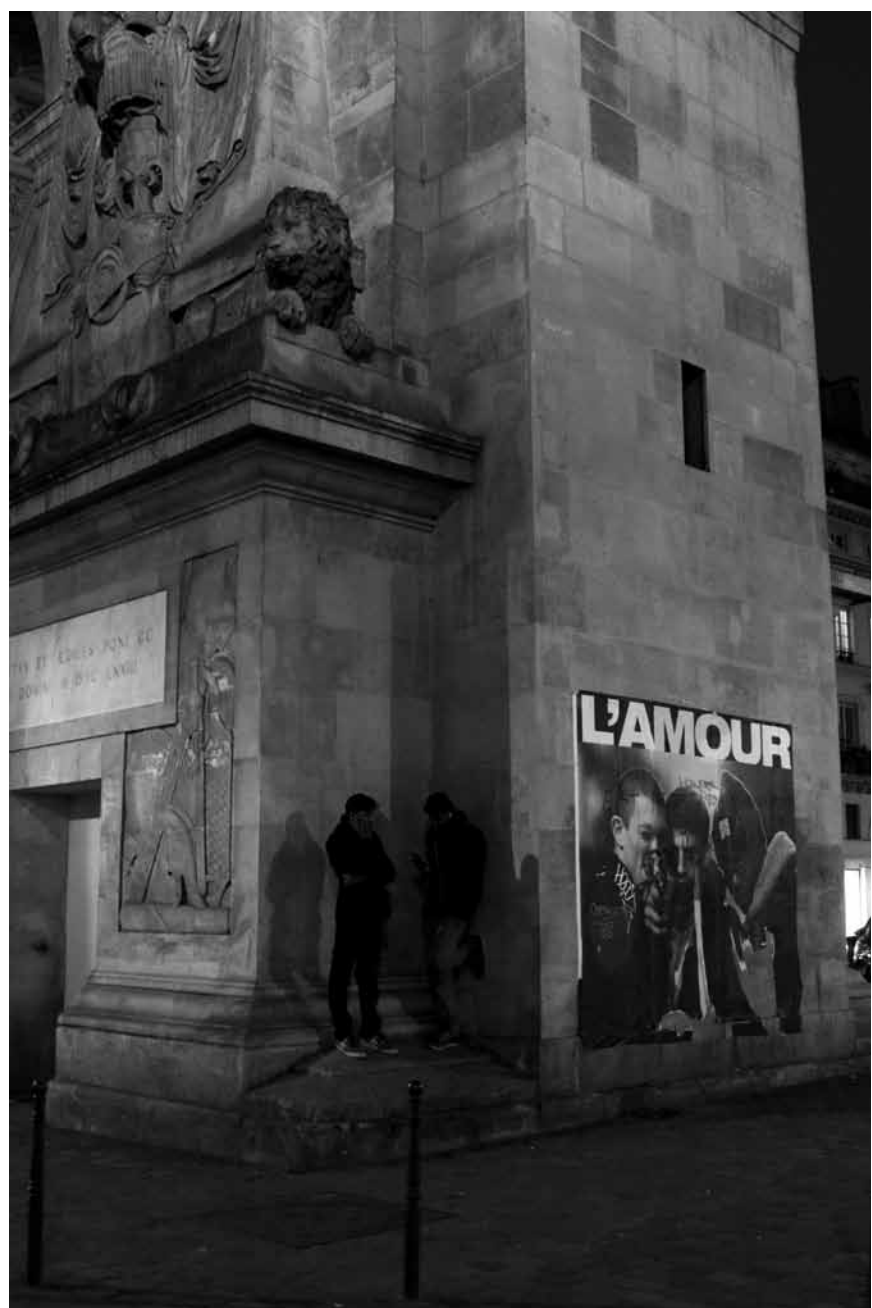
Théoriquement, la France pourra donc inverser sa logique budgétaire pour mettre en œuvre des politiques qui pourraient contribuer à combattre cette inflammation d'une certaine jeunesse pour une guerre qui mène au désastre à tous les niveaux. Cela pourra se faire par des moyens supplémentaires pour l'armée, appelée à combattre l'ennemi à l'extérieur, tout comme par un budget accru pour les services d'ordre nationaux - en passant par les services secrets qu'il faudra bien doter du personnel nécessaire pour faire usage de toutes les nouvelles dispositions prévues pour contrôler encore mieux certains milieux.

Mais ne serait-ce pas plus indiqué de vraiment investir dans l'avenir d'une « génération perdue » en remettant en place tout cet arsenal de paix que la droite avait ardemment détruit lorsqu'elle avait repris le pouvoir en 2002 - tant au niveau national que local ? Tous ces centres de rencontre, ces associations socioculturelles qui sont alors passées à la trappe, mais aussi ces initiatives d'économie solidaire qui - si elles ont survécu - n'ont pas connu l'essor nécessaire car on ne leur a jamais donné de cadre adéquat « faute de moyens budgétaires ».

Alors, jetons le pacte de stabilité avec l'IS, Boko Haram et les autres et réfléchissons aux vrais besoins de nos sociétés et aux investissements « structurels » qui nous permettront de vivre de façon durable.

**All that Jazz**

(avt) - Weder ist fehlendes Mitleid mit den Opfern des islamistischen Terrors noch die Unterschätzung seiner Gefährlichkeit der Grund dafür, dass ich nicht im Krieg bin - beim „Wir“ bin ich nicht dabei. Nach dem Anschlag vom 11. September 2001 schaute man aus Europa ein wenig befremdet in die USA, ob der martialisch-nationalistischen Reaktionen. Jetzt, nach Paris, ist es in Europa nicht viel anders: Kriegserklärungen, verstärkte Bombardierungen, Ausnahmezustand, auch in den Medien. Männer des Sicherheitsapparats erklären einem rund um die Uhr die Welt, Würstchen gewinnen an Statur, Fahnen und Hymnen formen das Wir: „zu den Waffen, Kameraden!“ Diese Reaktionen mögen bei manchem auch Ausdruck der Verzweiflung sein, doch sich in eine Art einenden Todeskult zu stürzen, um die islamistischen Bedrohung zu bekämpfen, legt den Anteil der „westlichen Werte“ offen, von dem gerne geschwiegen wird, weil er nicht ins fortschrittlich-vernünftige Selbstbild passt. Die IS-„Sektierer“, die man ja nur als solche bezeichnen kann - selbst, wenn man sich damit des mittelalterlichen Kampfbegriffs der katholischen Kirche bedient - haben mit dem Angriff auf ein Fußballstadion und die Konzerthalle Bataclan direkt ins Herz des kulturellen „dekadenten“ Lebens und der Fußball-Spaßkultur treffen wollen. „Schauen Sie sich an, welche Terminologie der IS benutzt. Sie bezeichnen Paris als 'Hauptstadt der Abscheu und der Perversion'“, meinte die Autorin Gila Lustiger in einem Interview ein paar Tage nach den Anschlägen. Und darum: So nervig auch das Beschwören westlicher Werte ist, so sehr ist klar, dass nur Kultur, das Feiern von Theaterereignissen und Konzerten die Antwort auf lebensfeindliche und martialische Tiraden und Reaktionen sein kann. „Sie haben die Waffen, wir Champagner“ titelt Charlie Hebdo in diesem Sinne diese Woche. Wenn es eine adäquate Antwort auf die Attentate gibt, dann ist es doch die, der Lebensfeindlichkeit entgegenzuwirken und, ja, das Leben nach dem Innehalten und Trauern ausschweifend zu feiern. Es lebe der Jazz, in dessen Geist das Bataclan einst entstand. Es lebe das Leben!



© RAYMOND KLEIN



© MAYANALS / FLICKR